



*Le Ministre de l'Agriculture
et de la Pêche*

Paris, le 02 Octobre 2000

Le ministre de l'agriculture et de la pêche

à

M. le président du comité permanent de coordination
des inspections

Mmes et MM. les directeurs généraux, directeurs et
chefs de service d'administration centrale

Mmes et MM. les directeurs généraux et directeurs
des établissements publics administratifs nationaux

Mmes et MM. les préfets de région

Mmes et MM. les préfets de département

Mmes et MM. les directeurs des établissements
publics de l'enseignement supérieur agricole et
vétérinaire et de l'enseignement technique

NOTE DE SERVICE : DGA/SDDPRS/N2000-1266

Objet : mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (ARTT) au
ministère de l'agriculture et de la pêche

La réduction du temps de travail est l'un des plus importants chantiers du gouvernement depuis 1997. Après le secteur privé qui a bénéficié des lois « Aubry », c'est au tour des services de l'Etat de mettre en œuvre la réduction du temps de travail sur la base de 35 heures hebdomadaires.

L'ARTT dans la fonction publique de l'Etat est une réforme importante pour tous les agents. Elle l'est aussi pour le fonctionnement des services. L'ARTT doit permettre d'élargir les possibilités de temps choisi, d'améliorer les conditions de travail et de repenser l'organisation pour développer la qualité du service. C'est une occasion d'évolution pour le service public dans l'intérêt des usagers.

Cette nouvelle étape a débuté le 28 août dernier avec la publication du décret relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (ARTT) dans la fonction publique de l'Etat. Elle prendra fin avec l'entrée en vigueur effective des 35 heures dans les administrations, au plus tard, au 1^{er} janvier 2002.

J'ai confié au directeur général de l'administration le soin de diriger les travaux de préparation et de mise en œuvre de l'ARTT au ministère de l'agriculture et de la pêche et de coordonner les établissements publics administratifs nationaux sous tutelle.

Il veillera à la cohérence des orientations ministérielles avec les prescriptions du ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et avec celles d'autres départements ministériels (ministère de l'éducation nationale, ministère de l'emploi et de la solidarité).

La conduite du projet dans les services du ministère de l'agriculture et de la pêche fait l'objet d'instructions séparées. Elles prévoient des études de terrain dans les services territoriaux et les établissements publics locaux d'enseignement pour les personnels ATOSS, préalablement à la concertation sur les prescriptions nationales qui s'engagera au premier trimestre 2001.

Je demande aux directeurs d'établissements publics administratifs d'organiser parallèlement leur réflexion interne, et de s'inscrire dans le même calendrier de présentation des projets de texte réglementaire.

L'ensemble de ces travaux implique la participation de toute la communauté de travail et des organisations syndicales qui la représentent, qu'il s'agisse des études préalables, de l'élaboration juridique ou de la mise en œuvre du dispositif. Les CTP seront consultés à toutes les étapes de développement du projet.

La mise en œuvre de l'ARTT doit conduire à de meilleures conditions de vie pour les agents et à une organisation renouvelée des services.

Jean GLAVANY